



POUR L'HÔPITAL ET LA SANTÉ : L'HEURE EST À LA MOBILISATION CHAQUE SEMAINE SOYONS MOBILISÉES LE 16 JUIN : GRÈVE ET MANIFESTATIONS

sante-secu-social.npa2009.org

Avec une prime, une médaille et du bla bla, Macron et son ministre Veran pensaient pouvoir calmer la colère des personnels hospitaliers. Ils ont dû déchanter. La sortie du déconfinement a été marquée par des manifestations de soignantEs et de leurs soutiens à Toulouse, Saint Etienne, Nantes, Paris (Hôpital R. Debré). Elles ne cessent de s'amplifier. Le pouvoir a compris que ni les hospitalierEs, ni l'ensemble de la société qui est à leurs côtés, ne se contenteraient de ces miettes. Il tente d'éteindre l'incendie.

LE « DIALOGUE SOCIAL » POUR CONTINUER COMME AVANT ?

Le 25 Mai, s'est ouvert une «concertation» (pas une négociation !) entre le ministère de la santé, les organisations syndicales et les collectifs. Le pouvoir a compris qu'il lui faudrait lâcher un peu plus que les miettes annoncées. Il n'a pourtant pas du tout l'intention de changer la politique menée depuis des années dont les conséquences ont pourtant été lourdes au cours des dernières semaines.

Dans son interview au JDD du 18 mai Veran le dit clairement

« Je me reconnais dans les objectifs de la réforme "Ma santé 2022" [le plan santé de Macron]. Nous n'avions pas emprunté une mauvaise route, mais l'ampleur de la crise hospitalière nous oblige à accélérer et à être à la hauteur des attentes des soignants. »

ACCÉLÉRER ? SI C'EST POUR ALLER PLUS VITE DANS LE MUR OÙ NOUS ONT MENÉ MACRON ET SES PRÉDÉCESSEURS NON MERCI !

Les pistes présentées par le ministre de la santé sont en effet inquiétantes.

• Salaires : division et individualisation

Le gouvernement semble prêt à certaines concessions sur les salaires, mais seules les catégories soignantes (infirmierEs? aides soignantEs?) semblent concernées. N' y aura t il rien pour tous les autres sans lesquels

l'hôpital ne fonctionnerait pas ? On est très loin des 300€ pour toutes et tous réclamés depuis des mois.

Et même pour celles et ceux qui bénéficieront d'une revalorisation, le ministre parle de «compétences» de «parcours professionnels», bref d'une individualisation du salaire faisant sauter toutes les garanties collectives.

• Augmentation des effectifs : RIEN

Les services bondés, les urgences débordées, les conditions de travail insupportables ont une cause : **le manque de personnel**. Pour y remédier il faut recruter tout le personnel disponible (en lui proposant des salaires décents) et former celui qui manque. C'est le sens du «plan emploi formation» réclamé depuis des années par les organisations syndicales, avec la création et le financement de 120 000 emplois dans la fonction publique hospitalière.

L'augmentation des effectifs, et son financement par la hausse des budgets hospitaliers est la principale revendication des personnels depuis des années. Il n'en est même pas question dans les propositions du ministère.

Dans ces conditions la possibilité de réouvrir des lits fermés annoncée par Veran n'est que du vent : comment ouvrir des lits s'il n'y a pas les créations de postes nécessaires ?

• Remise en cause des 35h, « travailler plus pour gagner plus ? »

Les pistes de Macron/Veran vont à l'opposé. En compensation de revalorisations salariales, il faudrait accepter plus de «flexibilité» dans l'organisation du travail, c'est à dire, la suppression des maigres garanties qui nous restent pour ne pas être soumis sans protection aux «nécessité de services».

Veran a même le culot de proposer aux soignantEs épuisées d'exercer légalement un deuxième emploi pour boucler ses fins de mois. Au lieu de recruter et de réduire le temps de travail sans baisse de salaire

: le monde «d'après» ce serait travailler encore plus pour arriver à vivre. Cela ressemble à l'ancien monde... en pire.

• Privatisation de la santé, « partenariats publics privés » : ils veulent continuer

L'épidémie a montré la nécessité d'un hôpital public avec plus de moyens pour soigner au quotidien les patients et faire face à des situations de crise comme une épidémie. Macron et Veran entendent au contraire poursuivre le «virage» ambulatoire, en réduisant la place de l'hôpital pour donner ses missions à des médecins et professionnels libéraux, alors qu'eux mêmes sont débordés et que les «déserts médicaux» s'étendent. Ils veulent continuer à privatiser la santé avec des montages «territoriaux» accordant au secteur privé les activités «rentables» et en laissant le reste à l'hôpital public.

• La santé n'est pas une marchandise : défendre et étendre le service public. Tous mobilisés pour défendre l'Hôpital

Comme l'a montré la période que nous venons de vivre : le droit à la santé ne va pas avec la défense des intérêts privés. Ni les médicaments, ni les moyens de protection (comme les masques), ni l'accès aux soins ne doivent dépendre de la possibilité de quelques

uns de s'enrichir. La santé est un bien fondamental auquel chacunE doit pouvoir accéder gratuitement.

Cette aspiration monte aujourd'hui dans la santé, le médico-social, le social, dans toute la société. Elle doit se transformer en une mobilisation des personnels hospitaliers mais aussi de toute la société pour défendre l'hôpital public exiger les moyens de le financer de manière solidaire par la Sécurité sociale

- Pour une augmentation de salaire de 300 € pour toutes et tous
- Pour les créations de postes nécessaires dans tous les établissements grâce à un plan emploi formation de 120 000 emplois, et les budgets pour le financer.
- Pour un hôpital et système de santé public au service des patients et non de la «rentabilité» économique.

**TOUS ENSEMBLE PERSONNELS HOSPITALIERS,
ET USAGERS ATTACHÉS AU DROIT À LA SANTÉ
PARTICIPONS AUX MOBILISATIONS.
TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET DANS
LES MANIFESTATIONS LE 16 JUIN**

